

## RETRAIT D'AÏT-AHMED DE LA TÊTE DU PARTI

## Le FFS survivra-t-il à l'après-Aït Ahmed ?

*La question que d'aucuns se sont instinctivement posée une fois l'information du départ d'Aït-Ahmed de la tête du plus grand parti d'opposition connue, est de chercher après la capacité du FFS, à travers son actuelle direction tant décriée, à survivre à l'après son chef charismatique.*

**M. Kebci-Alger (Le Soir)** - De toutes les décisions qu'il a eu à prendre au cours de son long parcours militant, celle d'avant-hier se devait d'être la plus laborieuse tant elle consacrait la fin d'un cycle naturel de la vie qui s'impose à tout un chacun, et le passage de témoin à la tête de son «bébé», le FFS, qu'il a fait naître il y a de cela 49 ans. Quelle éprouvante œuvre ! C'en est une, pour tout un chacun appelé à accomplir, à un certain moment de la vie : celle de céder la place à autrui, de léguer un héritage que l'on a vu naître et que l'on a sauvegardé au prix de moult sacrifices et autres privations. Tel doit être le cas d'Aït-Ahmed qui, avant de se résoudre, avant-hier, à céder, pour la première fois, la présidence du FFS, a dû certainement remuer la question indéfiniment, et choisir le timing idéal pour cette transmission de témoin, comme il l'écrit lui-même dans sa missive, aux membres du conseil national du parti réunis en session extraordinaire

ce vendredi. Un timing que plus d'un observateur de la scène politique nationale en général et du FFS en particulier trouve savamment étudié, en ce sens que, estiment-ils, Aït-Ahmed a agi tel ce géniteur du tout pas rassuré et tranquilisé par la maturité de ses rejetons, en prenant ses devants avant de livrer son testament : mettre son bébé tant chéri sous «bonne tutelle».

Par tutelle, ces observateurs font allusion à l'arrimage du «plus vieux parti d'opposition» dans le giron du pouvoir, depuis près de deux années. Une mise sous tutorat dont le tout premier acte fut de voler au secours du pouvoir menacé, faut-il le rappeler, par le vent de la révolte arabe qui a eu raison de bien de dictatures de par nombre de pays voisins. C'était en janvier 2011 quand le FFS et les associations qui lui sont affiliées, alors parties prenantes de la contestation dans le cadre de la CNCD, décidèrent de faire fausse compagnie et de se détacher de cette dynamique citoyenne.



Aït Ahmed.

Un divorce incompréhensible à ses tout premiers instants mais qui, au fil de la succession des événements, livrait ses secrets, tous ses secrets. Des secrets de polichinelle pour les plus avertis, notamment parmi nombre de cadres du parti, dont d'anciens dirigeants, qui ont été les premiers à crier au détournement du FFS de la voie et de la ligne qui ont de tout temps fait son identité. D'où, d'ailleurs, leur éloignement des rangs du parti pour certains, au moment où d'autres, à l'image de Karim Tabbou et

autres élus locaux ont carrément opté pour la création d'un autre cadre de lutte, jugeant vaine la poursuite du combat à l'intérieur du FFS plus que jamais, selon eux, ramant à contre-sens des valeurs qui ont été les siennes.

Tout ce beau monde, d'ailleurs, n'a pas cru utile, de commenter cette annonce de retrait d'Aït-Ahmed, de la tête du parti, affirmant à l'unisson, encore attendre pour se prononcer. Une prudence qu'un ex-cadre du parti explique par le fait que pour tous ces opposants à la présente

direction du FFS, les choses sont claires : Aït-Ahmed a bien choisi le moment pour annoncer son retrait après avoir mis le parti entre de «bonnes mains».

Cet arrimage à la périphérie du pouvoir n'a pas été sans dividendes, notamment électoraux avec la moisson du 10 mai dernier, jamais récoltée à l'occasion des précédentes législatives auxquelles le parti a eu à participer. Une contrepartie renforcée par les résultats obtenus aux toutes dernières élections locales, avec ce fameux accord triangulaire scellé en Kabylie d'avec le FLN et le RND, les deux vitrines «politiques» du pouvoir. Mais que l'on se détrompe, Aït-Ahmed ne quitte pas totalement le navire FFS et c'est lui-même qui l'avoue, en déclarant rester «dans l'avenir toujours proche de vous dans la réflexion et l'action, en particulier avec la collaboration de mes enfants, dans le cadre de « la Fondation Hocine Ait Ahmed » que j'ai décidé de constituer».

Voilà qui, peut-être, justifie le silence des Karboua, Bouhadef, Zenati et autres têtes de pont de la contestation au sein du FFS qui n'ont de cesse de crier au détournement de l'héritage du «plus vieux parti d'opposition».

M. K.

## HAMLAOUI AKKOUCHI :

## «Honte aux baisemains !»

**Le secrétaire général d'El Islah, Hamlaoui Akkouchi, a assimilé le «faste» réservé par Abdelaziz Bouteflika au président français François Hollande lors de sa dernière visite en Algérie aux «extravagances auxquelles s'adonnaient Ismaïl Al Khedoui avec Napoléon III».**

Un faste, dit-il, «payé par des contribuables qui ne sont pas d'accord pour une amitié avec la France avant que toutes les questions de la mémoire commune soient soldées».

M. Akkouchi est allé plus loin, qualifiant de «masochisme» l'attitude de Bouteflika et de son gouvernement. «Au moment où la France officielle criminalise les actes de la Turquie contre les Arméniens à coups de lois et de déclarations virulentes, les détenteurs du pouvoir en Algérie applaudissent les demi-

mots de Hollande», a-t-il déclaré. Et d'ajouter : «Ici, les lois sont promulguées plutôt pour organiser l'accueil de M. Hollande. Montrez-moi un seul pays qui aurait promulgué un décret pour accueillir un président étranger ! Les Français n'oseront jamais se permettre, ne serait-ce qu'un centième du faste qui a été réservé à leur président en Algérie.

Et ce, parce que les dirigeants français ont des comptes à rendre à leurs contribuables qui leur imposent des lignes rouges à ne pas franchir. Or, le pouvoir en Algérie ne se fixe aucune limite et agit en toute impunité.»

Aux yeux de M. Akkouchi, les engagements de la France dans les accords signés à l'issue de cette visite ne sont que «de la poudre aux yeux», car rien ne nous assure qu'ils seront respectés. «Je crois fort que ces accords n'iront pas loin. Il n'y a qu'à comparer avec le Maroc pour se rendre compte que les intentions

de la France ne sont pas aussi sincères avec nous qu'avec nos voisins. Combien de conventions avons-nous signées avec la France et qui sont restées lettre morte ?», s'est-il interrogé.

Cette digression évoquant les accords économiques ne l'a néanmoins pas trop éloigné de l'objet de son intervention : «Cette générosité avec laquelle fut accueilli Hollande suppose une allégeance, engendre le mépris, rend confuse cette relation dans l'esprit des générations futures et surtout humilie les moudjahidine. Le pouvoir s'est rabaissé à un tel point qu'il a oublié que notre indépendance a été arrachée au prix du sang car la France ne nous l'avait pas offerte sur un plateau.» Bref, c'était l'occasion, a-t-il conclu, pour les harkis de sortir dans la rue faire des baisemains à M. Hollande comme au temps de la colonisation...

L. H.



Hamlaoui Akkouchi.

## CANCER DU SEIN DANS LE MONDE ARABE

## Les spécialistes coordonnent leurs efforts

**L'Algérie enregistre près de 9 000 nouveaux cas de cancer du sein par an. 3 000 parmi eux décèdent. L'âge moyen des femmes concernées varie entre 45 et 49 ans. Un âge que les spécialistes qualifient de «très tôt».**

Les femmes dans le monde arabe sont atteintes du cancer à un âge jeune par rapport aux femmes occidentales.

C'est le constat établi, hier, par les spécialistes qui participaient à une journée de formation médicale continue sur la pathologie, organisée par la Société algé-

rienne d'oncologie médicale (SAOM) en collaboration avec l'Association des médecins arabes de lutte contre le cancer (AMAAC). Le Pr Khatib, président de cette association a indiqué que des études dont le but est de rechercher les raisons de cette situation seront lancées au courant de l'année prochaine.

Le cancer du sein, qui touche actuellement 57 femmes pour 100 000 habitants en Algérie est appelé à augmenter. Ainsi, selon les spécialistes, d'ici 2020, la tendance sera d'environ 120 femmes pour 100 000 habitants. 35% des femmes

atteintes du cancer du sein en Algérie ont moins de 40 ans et 90% d'entre elles arrivent à un stade avancé de la maladie. Les spécialistes qui appellent à un diagnostic précoce de la maladie, soulignent que la prise en charge précoce du cancer du sein assure une guérison à 100%.

Le Pr Bouzid, président de la SAOM, rappelle que le gouvernement a décidé le remboursement des médicaments anticancer. Il s'agit d'une liste de médicaments regroupant entre 30 à 40 types de médicaments entre formes sèche, générique, anti-vomissements, morphiniques

et autres. Répondant aux déclarations du syndicat de la Cnas qui s'est insurgé contre cette décision, le Pr Bouzid a rappelé que «l'argent de la Cnas est l'argent de tous les citoyens algériens».

Regroupant plus de 300 spécialistes du monde arabe, cette manifestation scientifique d'envergure internationale dont le but est d'échanger des expériences dans le domaine de la lutte contre le cancer, est encadrée par des experts algériens, français, égyptiens, saoudiens, jordaniens et marocain.

S. A.